

RCS : CAEN Code greffe : 1402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 00543 Numéro SIREN : 483 277 729 Nom ou dénomination : PELEIA 3
--

Ce dépôt a été enregistré le 16/10/2020 sous le numéro de dépôt 8349

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
DU 28 SEPTEMBRE 2020**

L'an 2020,
Le 28 septembre,

Monsieur Xavier NASS, agissant en qualité de représentant légal de la société JP ENERGIE ENVIRONNEMENT, Président de la société PELEIA 3, plus amplement identifiée en en-tête des présentes,

A pris les décisions suivantes :

- constaté l'absence d'oppositions dans le délai de 20 jours prévu aux articles L. 225-205 et R. 225-152 du code de commerce ;
- constaté la réalisation définitive de la réduction du capital social ;
- procédé au remboursement de la somme de 390 € par action auprès de chaque associé ;
- constaté la modification de l'article 6 et l'article 7 des statuts de la Société ;
- constaté la retranscription de la réduction du capital sur le registre des mouvements de titres de la Société et sur les comptes individuels d'associés.

PREMIERE DECISION

Le Président constate, à la lecture du certificat de non-opposition délivré par le greffe du tribunal de commerce de CAEN le 24 septembre 2020, qu'aucune opposition à la réduction de capital décidée par l'Assemblée générale mixte du 30 Juillet 2020 n'a été formée dans le délai de 20 jours prévu aux articles L. 225-205 et R. 225-152 du Code de commerce et que, par conséquent, la condition suspensive à la réduction de capital est réalisée.

DEUXIEME DECISION

Au vu de la première décision, le Président constate la réalisation définitive de la réduction du capital social, ce dernier étant réduit d'un montant de 1 927 260 € à 761 940 € par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action qui est réduite de 645 € à 255 €.

TROISIEME DECISION

La réduction du capital étant réalisée, le Président décide de procéder au remboursement de la somme de 390 € par action auprès de chaque associé à compter de ce jour, et au plus tard le 31 décembre 2020.

PELEIA - 3
Société par actions simplifiée
Au capital social de 1 927 260 €
Siège social : 12 rue Martin Luther King, 14280 ST CONTEST
483 277 729 RCS CAEN

QUATRIEME DECISION

Le Président constate qu'en conséquence de la réalisation définitive de la réduction du capital social précitée, l'article 6 et l'article 7 des statuts de la Société sont modifiés comme suit :

Il sera ajouté l'alinéa suivant à l'article 6 :

Article 6 – Apports

« Il a également été décidé par consultation écrite des associés du 26 juin 2020 de :
- réduire le capital social d'un montant de 1 165 320 €, par diminution de la valeur nominale des actions passant de 645 € à 255 € ;
- ramener ainsi le capital social à la somme de 761 940 € le capital étant divisé en 2 988 actions de 255 € de valeur nominale. »

L'article 7 est intégralement remplacé pour être désormais rédigé de la manière suivante :

Article 7 – Capital social

« Le capital social de la Société est fixé à la somme de sept cent soixante-un mille neuf cent quarante euros (761 940 €), et est divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-huit (2 988) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante-cinq euros (255 €) chacune, toutes de même catégorie, chacune entièrement libérée. »

CINQUIEME DECISION

Au vu de ce qui précède, le Président constate qu'ont été inscrites toutes les mentions nécessaires sur le registre des mouvements de titres de la Société et sur les comptes individuels d'associés.

PELEIA - 3

Société par actions simplifiée
Au capital social de 1 927 260 €
Siège social : 12 rue Martin Luther King, 14280 ST CONTEST
483 277 729 RCS CAEN

SIXIEME DECISION

Au vu de ce qui précède, le Président constate qu'ont été accomplies les formalités requises par la loi.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal.

Fait à SAINT-CONTEST, le 28 septembre 2020

Le Président,
La Société **JP ENERGIE ENVIRONNEMENT**,
Représentée par son Président,
La société NASS EXPANSION,
Elle-même représentée par son Directeur Général,
Monsieur Xavier NASS

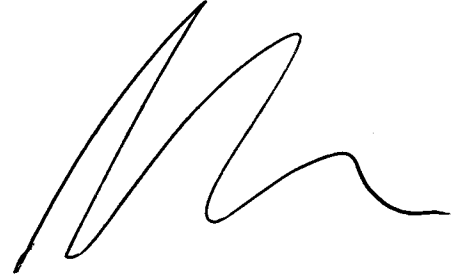


Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
CAEN 1
Le 02/10 2020 Dossier 2020 00051569, référence 1404P01 2020 A 05538
Enregistrement : 0 € Penalties : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif des finances publiques

Hervé MAUDUIT
Agent Administratif Principal
des Finances Publiques

PELEIA 3

Société par actions simplifiée
au capital social de 1 927 260 euros
Siège social : 12 rue Martin Luther King 14 280 SAINT CONTEST
RCS CAEN numéro 483 277 729

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by a horizontal line.

STATUTS

Mis à jour en date du 28/09/2020

PELEIA 3

Société par actions simplifiée
au capital social de 1 927 260 euros
Siège social : 12 rue Martin Luther King 14 280 SAINT CONTEST
RCS CAEN numéro 483 277 729

(la « **Société** »)

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut en aucun cas procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission de ses actions aux négociations sur un marché réglementé sous sa forme de société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet, en France :

- le développement, l'aménagement, le financement et la construction d'un projet de centrale de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable sur la commune de SANTILLY (Parc LE CHAMPS BESNARD) (la « **Centrale** »),
- la gestion, l'exploitation, l'entretien et la mise en valeur de la Centrale, en vue de produire et de vendre de l'énergie d'origine renouvelable,
- et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social visé ci-dessus ou de nature à favoriser directement ou indirectement l'objet social de la Société ou tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : PELEIA 3.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du numéro d'identification de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 12 rue Martin Luther King, 14280 Saint-Contest.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par la collectivité des associés.

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une délibération de la collectivité des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, les associés ont fait apport d'une somme en numéraire d'un montant total de trente-sept mille euros (37 000 €), correspondant au montant du capital social initial et à trente-sept (37) actions de mille euros (1 000 €) de nominal chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 25 Mai 2005 par la banque CREDIT MARITIME, Place de la résistance à CAEN (14 000), dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux de sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit 18 500 €, a été régulièrement déposée à un compte ouvert à ladite banque, au nom de la société en formation, sous le numéro 76001351533.

Il a également été décidé par consultation écrite des associés du 22 Novembre 2018 de :

- réduire le capital social d'un montant de 702.180 euros, par diminution de la valeur nominale des actions de 1 000 € à 765 € ;
- ramener ainsi le capital social à la somme 2 285 820 €, le capital social étant divisé en 2 988 actions de 765 € de valeur nominale.

Il a également été décidé par consultation écrite des associés du 4 juin 2019 de :

- réduire le capital social d'un montant de 358 560 €, par diminution de la valeur nominale des actions passant de 765 € à 645 € ;
- ramener ainsi le capital social à la somme de 1 927 260 € le capital étant divisé en 2 988 actions de 645 € de valeur nominale.

Il a également été décidé par consultation écrite des associés du 26 Juin 2020 de :

- réduire le capital social d'un montant de 1 165 320 €, par diminution de la valeur nominale des actions passant de 645 € à 255 € ;
- ramener ainsi le capital social à la somme de 761 940 €, le capital étant divisé en 2 988 actions de 255 € de valeur nominale.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Société est fixé à la somme de sept cent soixante-un mille neuf cent quarante euros (761 940 €), et est divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-huit (2 988) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante-cinq euros (255 €) chacune, toutes de même catégorie, chacune entièrement libérée.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur et dans les conditions visées aux présents statuts.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions en numéraire émises à la suite d'une augmentation de capital résultant pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et pour partie d'un versement en espèces, doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

Les actions rémunérant un apport en nature doivent également être intégralement libérées dès leur émission.

Lors d'une augmentation de capital, les actions nouvelles en numéraire sont libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale et de la totalité de la prime d'émission, le solde étant appelé selon les modalités fixées dans la décision de la collectivité des associés statuant sur l'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au Président de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les présentes dispositions ne s'appliqueront qu'en cas de pluralité d'associés.

La cession ou la transmission d'actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

Tout changement dans la propriété des actions ainsi que tout nantissement des actions sont inscrits sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres », et sur les comptes individuels d'associés tenus par la Société.

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est signé par le cédant ou son mandataire et le cessionnaire.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

Dans cette hypothèse, le cessionnaire doit accepter expressément la cession à son profit des actions non libérées dans l'ordre de mouvement.

Les actions de la Société ne sont transférables que dans le respect des conditions des statuts, complétées de celles de tout pacte qui sera convenu entre les associés ayant un représentant au comité stratégique prévu à l'article 14.3 ci-après. Par conséquent tout transfert d'actions réalisé en violation des dispositions des statuts et, le cas échéant, de stipulations de tout pacte extrastatutaire, sera nul et de nul effet.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société, comme en cas de liquidation.

Chaque action donne le droit au vote et à la représentation dans les décisions collectives ou assemblées générales. Chaque action donne droit à une voix.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les associés propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS – NUE-PROPRIETE ET USUFRUIT

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient à l'associé détenant l'usufruit pour les délibérations concernant les décisions collectives, sauf pour celles entraînant une modification des présents statuts, pour lesquelles le droit de vote appartient à l'associé détenant la nue-propriété. Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives.

La convention est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant la réception de cette lettre. Toutefois, dans tous les cas, le droit de vote pour les décisions collectives concernant l'affectation des résultats appartient à l'usufruitier et l'associé détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

Le droit de communication ou de consultation de l'actionnaire peut être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et par le nu-propriétaire d'actions.

ARTICLE 14 - DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

14.1 Président

14.1.1 Représentation

La Société est représentée à l'égard des tiers par un président (le « **Président** »), associé ou non de la Société, qui est soit une personne physique soit une personne morale.

La personne morale Président est représentée par toute personne nommément désignée par le représentant légal de la personne morale Président.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, son représentant permanent désigné conformément au paragraphe précédent est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était Président en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il dirige.

Le mandat de représentant permanent visé au deuxième paragraphe de cet article est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci. Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

14.1.2 Nomination

Le Président est nommé, renouvelé et remplacé par une décision collective des associés prise à la majorité qualifiée, dans les conditions prévues à l'article 15 des présents statuts, sur proposition des associés du groupe Nass Expansion.

La durée du mandat du Président est de cinq (5) ans, renouvelable. Son mandat prend fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation par décision collective des associés.

Le Président ne percevra aucune rémunération au titre de son mandat de Président de la Société.

Les dépenses raisonnables encourues par le Président dans l'exercice de ses fonctions seront remboursées par la Société sur présentation de justificatifs dûment établis, étant toutefois précisé que (i) toute dépense excédant individuellement 500 (cinq cents) euros hors taxes et/ou (ii) toute dépense venant au-dessus d'un montant cumulé de 2.000 (deux mille) euros hors taxes sur une période de 12 (douze) mois, devra être préalablement autorisée par le Comité Stratégique dans les conditions de l'article 14.3.

14.1.3 Cessation des fonctions de Président

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci de l'une des procédures visées par le Livre VI du Code de commerce. En cas de décès, ou d'empêchement du Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à trois (3) mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des associés pour la durée du mandat restant à courir.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois, qui pourra toutefois être réduit par la collectivité des associés lors de la décision relative au remplacement du Président démissionnaire. La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en mains propres.

Le Président est révocable *ad nutum*, sans préavis ni indemnité (sans préjudice de l'allocation de dommages et intérêts en cas de révocation brutale ou décidée dans des circonstances injurieuses ou vexatoires), par décision de la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 15 des statuts.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

En cas de cessation de ses fonctions de Président pour quelque cause que ce soit, le Président sera réputé démissionnaire d'office de ses fonctions de membre et de président du Comité Stratégique, si applicable. De même, en cas de cessation de ses fonctions de membre du Comité Stratégique, si applicable, le Président sera réputé démissionnaire d'office de ses fonctions de Président.

14.1.4 Pouvoirs

Dans les rapports avec les tiers et sous réserve des limites prévues par la loi et les statuts de la Société (notamment dans la limite des pouvoirs conférés au Comité Stratégique), le Président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Le Président peut sous sa responsabilité donner toutes délégations de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales, associées ou non de la Société, de son choix pour un ou plusieurs objets

déterminés, et doit prendre à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soit respecté l'ensemble des stipulations des présents statuts. En cas de changement de Président, les délégations de pouvoir en cours subsistent sauf révocation expresse par le nouveau Président.

Dans les rapports entre associés, et sans que cela ne soit opposable aux tiers, le Président devra être autorisé par le Comité Stratégique dans les conditions prévues à l'article 14.3 pour l'ensemble des décisions visées au même article.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les stipulations des statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Le Président préside les réunions du Comité Stratégique sans voix délibérative.

Le Président est l'organe de la Société auprès duquel les délégués du comité social et économique (s'il en existe) exercent les droits énoncés par l'article L. 2312-72 et suivants du Code du travail.

En cas de dépassement par le Président de ses pouvoirs tels que définis et délimités par la loi et les Statuts, tout associé détenant au moins 25% (vingt-cinq pourcent) des actions de la Société pourra, après mise en demeure de remédier à cette violation restée sans effet pendant un délai de dix (10) jours calendaires, obtenir la révocation du Président, s'il s'agit d'une personne physique, ou le remplacement de son représentant permanent, si le Président est une personne morale.

A défaut pour le Président d'avoir remédié à ladite violation dans le délai susvisé, les associés s'engagent d'ores et déjà à :

- prendre toute mesure afin de mettre en œuvre le départ de la personne concernée et notamment à convoquer au besoin une réunion du Comité Stratégique, et
- si le Président est une personne physique, voter en faveur de la révocation de la personne concernée, ou
- si le Président est une personne morale, ayant désigné un représentant permanent non nécessairement mandataire social de la personne morale, procéder au remplacement de ce représentant permanent dans les meilleurs délais.

14.3 Comité Stratégique

Au sein de la Société, un organe collégial dénommé « *Comité Stratégique* » est institué dans les conditions des présents statuts et ce, tant que la Société est détenue par plusieurs associés (ci-avant et ci-après le « **Comité Stratégique** »).

14.3.1 Composition et organisation

Le Comité Stratégique comprend deux (2) membres minimum et quatre (4) membres maximum.

Tout membre du Comité Stratégique est désigné par l'associé qu'il représente.

Chaque associé disposant d'au moins 25 % (vingt-cinq pourcent) du capital et des droits de vote de la Société peut désigner un ou deux (2) membres du Comité Stratégique pour le représenter, le ou les membres désignés (ensemble ou séparément) ne disposant que d'une seule voix délibérative.

Le Président convoque le Comité Stratégique et le préside sans disposer de voix délibérative.

La durée du mandat des membres du Comité Stratégique sera de cinq (5) ans renouvelables. Leur mandat prend fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Le renouvellement, le remplacement ou la révocation de chaque membre du Comité Stratégique est effectué selon les mêmes modalités que celles relatives à sa nomination.

Les membres du Comité Stratégique pourront se faire représenter par tout tiers dûment muni d'un pouvoir à cet effet.

En cas de vacance d'un poste de membre du Comité Stratégique, l'associé concerné fera en sorte qu'il soit immédiatement pourvu au remplacement du membre dont les fonctions ont cessé.

Le Comité Stratégique se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins une fois par an au mois de juin, sur la convocation du Président de la Société.

Tout membre du Comité Stratégique peut également demander au Président de convoquer une réunion du Comité Stratégique ou directement convoquer celle-ci en cas de carence du Président.

La convocation est effectuée par le Président par lettre simple, ou courriel avec avis de réception mentionnant le jour (qui ne peut être qu'un jour ouvré), l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, au moins quinze (15) jours calendaires à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres renoncent à ce délai.

L'ordre du jour des réunions du Comité Stratégique sera établi par le Président de la Société ou l'auteur de la convocation. Cependant, il sera tenu d'inscrire à l'ordre du jour tout point formellement proposé par l'un des membres du Comité Stratégique, que la réunion soit convoquée à l'initiative du Président de la Société, ou à l'initiative de l'un des membres du Comité Stratégique.

L'auteur de la convocation est tenu de joindre à l'ordre du jour tous les documents et informations nécessaires aux membres du Comité Stratégique pour l'accomplissement de leur mission et une prise de décision éclairée.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, les membres peuvent participer à la réunion par tout moyen de communication approprié (visio-conférence, audioconférence) sans que leur présence physique ne soit obligatoire, dès lors que ledit moyen de communication garantit la participation effective du ou des membres concernés.

Les réunions sont présidées par l'auteur de la convocation. En cas absence ou d'empêchement, le Comité Stratégique désigne la personne appelée à présider la réunion.

A chaque réunion, un point relatif à l'exécution des données prévisionnelles de l'exercice en cours devra être présenté aux membres, ainsi qu'un suivi du plan d'affaires et un point sur les opérations en cours et en projet.

Les décisions du Comité Stratégique sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président et au moins un autre membre et conservés au siège social de la Société.

14.3.2 Pouvoirs

A titre de disposition interne et sans que cette limitation puisse être opposée aux tiers, sous réserve des pouvoirs que la loi et les présents statuts attribuent expressément à la collectivité des associés, toutes les décisions énumérées ci-dessous devront être soumises à l'autorisation préalable du Comité Stratégique :

- validation et actualisation du plan d'affaires et du budget annuel ;
- arrêté des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés et approbation du rapport de gestion préparé par le Président ;
- création, transformation, acquisition, cession ou liquidation de succursales, filiales, (en ce compris tout prêt, apport en fiducie, démembrement des actions, droits de vote ou titres de filiales) à l'exception de toute immatriculation ou radiation d'un établissement secondaire ou complémentaire de la Société pour les besoins de l'activité de la Société ;
- toute décision de prise de participation, adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société, ainsi que la conclusion par la Société de tout partenariat ou contrat de *joint venture* ;
- toute conclusion, modification ou résiliation de contrats concernant le développement, la réalisation, le financement, la construction, la mise en service et l'exploitation de la Centrale ;
- conclusion et octroi de tout prêt, avance, caution, aval ou garantie consenti par la Société et conclusion par la Société de tout emprunt ou contrat de financement ainsi que la modification de leurs termes et conditions ;
- toute décision de la Société susceptible de conduire à un cas de défaut au titre des financements tels que définis dans la documentation de crédit ;
- tout appel de fonds en compte courant d'associé ;
- toute décision par la Société de recrutement, de licenciement ou de modification du contrat de travail de cadres dont le salaire brut annuel serait supérieur à 80.000 (quatre-vingt mille) euros ;
- tout remboursement de dépenses (i) excédant individuellement 500 (cinq cents) euros hors taxes et/ou (ii) venant au-dessus d'un montant cumulé de 2.000 (deux mille) euros hors taxes de dépenses sur une période de 12 (douze) mois encourues par le Président dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ;
- toute décision représentant un investissement, engagement, coût, responsabilité, même potentielle (en ce compris toute décision concernant un éventuel litige), cession ou

- désinvestissement de la Société d'un montant supérieur à 20.000 (vingt mille) euros hors taxes, à l'exception des cas où cet investissement, engagement, coût, responsabilité, cession ou désinvestissement serait prévu dans le budget voté et approuvé dans les conditions prévues aux Statuts ou dans le plan d'affaires de la Société ;
- toute conclusion, modification et/ou résiliation par la Société d'une convention conclue, directement ou indirectement, avec un affilié, un actionnaire, un membre du Comité stratégique, un administrateur, un mandataire social et/ou tout autre dirigeant de la Société ou de l'une de ses filiales (en ce compris toute convention réglementée visée à l'article L. 227-10 du Code de commerce) ; et
- toute décision d'abandon du projet de Centrale.

S'agissant de décisions concernant un contrat conclu entre la Société et un associé (en ce compris l'un de ses affiliés), le (ou les) représentant(s) de l'associé directement ou indirectement concerné ne prendra(/ont) pas part au vote de la décision concernée.

14.3.3 Quorum et majorité

Le Comité Stratégique ne délibère valablement que si au moins un membre nommé de chacun des Associés représentés au sein du Comité Stratégique est présent ou représenté sur première convocation. Le quorum peut être rempli par le biais de la participation des membres du Comité Stratégique par téléconférence.

Sur deuxième convocation, aucun quorum ne s'applique, étant précisé que, sauf en cas d'urgence, une nouvelle réunion ne pourra être convoquée avant un délai de quinze (15) jours calendaires.

Les décisions du Comité Stratégique devront être adoptées à la majorité qualifiée de 3/4 (trois quarts) des voix dont disposent les membres présents ou représentés.

14.3.4 Rémunération

La fonction de membre du Comité Stratégique n'est pas rémunérée et les frais des membres du Comité Stratégique ne seront pas remboursés par la Société, sauf décision du Comité Stratégique prise à la majorité qualifiée des 3/4 (trois quarts) des voix dont disposent les membres présents ou représentés.

14.3.5 Révocation

Tout associé pourra révoquer le/les membre(s) du Comité Stratégique qui le représentent.

L'associé ayant révoqué le/les membres qui le représente(nt) au Comité Stratégique fait procéder immédiatement à son/leur remplacement.

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES

15.1 Formes de délibération

Les décisions collectives des associés sont provoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative soit du Président, soit d'un ou plusieurs associés titulaires de 25% (vingt-cinq pourcent) au

moins des actions de la Société ou en cas de dissolution de la Société, par le liquidateur, soit, le cas échéant par le comité d'entreprise dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, ou encore par les commissaires aux comptes lorsque la Société en est pourvu, ceux-ci ne pouvant agir qu'après avoir vainement demandé au Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'organiser la consultation des associés.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associée ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au Président.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite.

La consultation des associés peut s'effectuer (i) en assemblée générale, chaque associé pouvant assister à l'assemblée par voie de conférence téléphonique, visioconférence ou tout moyen de communication à distance permettant l'identification des associés et un débat entre associés, (ii) par consultation écrite ou encore (iii) par acte sous seing privé.

Sous réserve de ce qui est permis par la loi et la réglementation, le mode de consultation des associés sera laissé au libre choix du Président de la Société ou de l'initiateur de la consultation.

Sont toutefois obligatoirement prises en assemblée générale, les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats. Pour toute autre décision, la réunion d'une assemblée générale est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant au moins 25 % (vingt-cinq pourcent) du capital social.

L'ordre du jour est fixé par l'initiateur de la convocation, qui doit mettre à la disposition des associés le texte des projets de décisions, tout document utile à leur information et à leur prise de décision en même temps que la convocation, au moins 15 (quinze) jours calendaires avant la tenue de l'assemblée.

En outre, toute autre question peut être soumise par un associé au vote des associés, indépendamment de l'ordre du jour, à condition que tous les associés ayant le droit de vote sur cette question assistent à la réunion. Cependant, si un associé ayant le droit de vote estime qu'il n'est pas informé de manière appropriée pour voter sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, cet associé peut demander que cette question soit examinée lors d'une prochaine consultation.

15.1.1 – Délibérations en Assemblées Générales

L'assemblée générale est convoquée par le Président au moyen d'un courrier doublé d'un courriel adressé à chaque associé, quinze (15) jours calendaires avant la date de la réunion et mentionnant le jour, l'heure et l'ordre du jour de la réunion. Lorsqu'une assemblée générale est réunie, la réunion peut avoir lieu en tout endroit en France, précisé dans la convocation et par tous moyens y compris la visioconférence et la conférence téléphonique, permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective ; les associés qui participent à l'assemblée générale par des moyens de visioconférence ou de télécommunication transmettant au moins la voix des participants sont réputés présents pour le calcul du quorum.

Toutefois, si tous les associés en sont d'accord et sont présents ou représentés, la réunion peut avoir lieu sur convocation verbale et sans délai.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit un président de séance à la majorité des voix des associés présents ou représentés. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

Toute convocation contiendra tous les documents et toutes les informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à cette approbation

Lorsque l'assemblée générale doit se prononcer, aucune décision sur première convocation ne pourra être adoptée si un associé détenant au moins 25% (vingt-cinq pourcent) des droits de vote de la Société n'est pas présent ou représenté.

Si le quorum ainsi requis n'est pas réuni lors de la première assemblée générale, une nouvelle réunion ne pourra être convoquée, sauf situations d'urgences, avant un délai de quinze (15) jours calendaires.

En cas d'assemblée générale tenue par voie de téléconférence, le Président, dans les huit jours de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- l'identification des associés ayant voté ;
- celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption, abstention ou rejet).

Le Président en adresse un exemplaire par tout procédé à chacun des associés. Les associés en retournent une copie au Président, dans les meilleurs délais, après signature, par tout procédé à sa convenance.

15.1.2 – Délibérations sur consultation écrite

En cas de consultation écrite, l'auteur de la consultation doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec avis de réception ou par procédé équivalent, notamment par courriels adressés aux représentants des associés, un bulletin de vote, en deux (2) exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés ;
- la date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption, abstention ou rejet) ;
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours calendaires suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

15.1.3 – Acte sous seing privé

Les décisions collectives des associés peuvent résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés ou leurs mandataires.

15.1.4 – Procès-verbaux

Les décisions collectives seront constatées par des procès-verbaux qui indiquent le mode de consultation, le cas échéant, le lieu et la date de la réunion, l'identité des associés présents et de leurs mandataires, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Le procès-verbal des décisions collectives prises par voie de consultation écrite contient en annexe les réponses des associés. Les procès-verbaux sont signés par le Président et un associé.

Ils sont consignés sur un registre spécial conformément aux prescriptions de l'article R.225-106 du Code de commerce.

15.2 Nature des décisions

15.2.1 – Les Parties conviennent expressément que les décisions collectives suivantes devront être adoptées à la majorité qualifiée des 3/4 (trois quarts) des droits de vote des associés présents ou représentés lorsqu'elles sont prises en assemblée (y compris par voie de téléconférence) ou par consultation écrite :

- désignation, renouvellement et révocation du Président ;
- dissolution de la Société, nomination du liquidateur, liquidation et approbation des comptes annuels en cas de liquidation, désignation de tout mandataire judiciaire (dont notamment tout mandataire ad hoc et/ou tout conciliateur) ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- distribution de dividendes, de réserves ou de primes ;
- octroi aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société de toute option de souscription ou d'achat d'actions ;
- toute modification des statuts, y inclus :
 - réduction, amortissement du capital social ;
 - toute attribution, immédiate ou à terme, directe et/ou indirecte, d'actions pouvant donner accès au capital et/ou aux droits de vote de la Société ; et

- fusion, scission, apport partiel d'actif, transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- modification de l'objet social ;
- approbation de toute convention visée à l'article L. 227-10 du Code de commerce ; et
- toutes autres décisions réservées aux associés au titre des dispositions légales et pour lesquelles la loi n'exige pas un vote des associés à l'unanimité.

15.2.2 – En application, notamment, de l'article L. 227-19 du Code de commerce, et nonobstant les dispositions du présent article, l'unanimité des associés est requise pour les décisions pour lesquelles la loi, les règlements ou la jurisprudence exigent un vote des associés à l'unanimité.

15.2.3 – Toutes autres décisions que celles visées aux articles 15.2.1 et 15.2.2 et relevant de la compétence des associés seront prises à la majorité simple.

Le Président est tenu de communiquer à chaque associé tous les documents et informations nécessaires à leur prise de décision.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

Sans préjudice de l'autorisation préalable prévue par l'article 14.3.2 ci-dessus, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales telles que définies à l'article L 227-10 du Code de Commerce, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes par le Président.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux membres du Comité Stratégique de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique au représentant de la personne morale Président ainsi qu'au conjoint du Président et des membres du Comité Stratégique, leurs ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, peuvent être nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six (6) exercices sociaux. Leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Au cours de la vie sociale, les commissaires aux comptes sont renouvelés, remplacés et nommés par décision collective des associés.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confère la loi.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés portant sur les comptes de la Société.

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une (1) année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 19 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultats, annexes) en se conformant aux dispositions légales ou réglementaires applicables. Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, le Président établit un rapport spécial qui informe chaque année l'assemblée générale des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la Société dans les conditions légales.

La collectivité des associés doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 20 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Après approbation des comptes de l'exercice écoulé et constatation de l'existence de sommes distribuables déterminées conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, la collectivité des associés décide de toutes affectations et répartitions.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 21 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou à défaut par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code commerce. Lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois (3) mois à compter de la décision. L'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 22 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Il y aurait lieu à dissolution de la Société, si la résolution soumise au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas l'approbation de la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 23 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de chacun des associés.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui accepte de devenir commandité en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement.

Aux termes de l'article L. 227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la Société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur. La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du Président et de tous mandataires. Les commissaires aux comptes conservent leur mandat.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « société en liquidation » ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront, s'ils ne peuvent être réglés à l'amiable au terme d'un délai de trente (30) jours calendaires, soumises aux tribunaux territorialement compétents.